

**Déclaration préliminaire de
M. Gordon Thiessen
gouverneur de la Banque du Canada
devant le Comité permanent des finances
de la Chambre des communes
le jeudi 28 mai 1998**

Monsieur le Président,

Nous sommes heureux, mes collègues et moi, de l'occasion qui nous est offerte de nous présenter devant votre comité, à la suite de la publication du *Rapport sur la politique monétaire* de la Banque du Canada, pour aborder avec vous diverses questions d'ordre économique et monétaire. De façon plus générale, le rapport que nous livrons tous les six mois et des séances comme celle-ci nous permettent de rendre compte des mesures que nous prenons et des résultats obtenus.

Avant de traiter du *Rapport sur la politique monétaire* qui vient de paraître, j'aimerais dire quelques mots sur l'objectif de la politique monétaire. En février dernier, le gouvernement et la Banque du Canada ont réaffirmé conjointement que c'est en demeurant axée sur la maîtrise de l'inflation que la politique monétaire peut le mieux contribuer à la bonne tenue de l'économie. Le maintien de l'inflation à un bas niveau favorise la prise de décisions économiques judicieuses par les entreprises et les particuliers et aide à atténuer les variations cycliques des revenus et de l'emploi. Dans l'annonce qui a été faite en février, il a donc été précisé que la période d'application de la fourchette cible de maîtrise de l'inflation, qui va de 1 à 3 %, a été prolongée jusqu'à la fin de 2001.

Permettez-moi de rappeler que les effets de la politique monétaire ne se font sentir sur l'économie qu'après de longs délais. C'est pourquoi les responsables de la politique monétaire doivent prendre des décisions prospectives, et donc fondées sur des projections concernant un avenir forcément incertain, pour atteindre les cibles de maîtrise de l'inflation qui ont été arrêtées.

Depuis la dernière livraison du *Rapport* parue en novembre 1997, il s'est produit, sur la scène nationale et internationale, un nombre inhabituel d'événements imprévus qui ont eu d'importantes conséquences économiques et financières au pays. Il s'agit notamment de la crise en Asie, de la baisse des prix des produits de base et de la faiblesse persistante de l'économie japonaise. Au Canada, il convient de mentionner la grève des enseignants ontariens et la grève nationale des postes, ainsi que la tempête de verglas qui s'est abattue sur l'est du pays en janvier. Aux États-Unis, l'économie a été beaucoup plus robuste que prévu. Ces événements ont engendré une incertitude plus forte que d'habitude face aux perspectives économiques.

Tout bien considéré, l'économie devrait continuer de suivre une trajectoire de forte croissance, mais à un rythme moins rapide qu'en 1997. Malgré les répercussions de la crise asiatique, notre économie est aidée par la vigueur de l'économie américaine et par les conditions monétaires expansionnistes. Quant à l'inflation, on s'attend à ce qu'elle se maintienne à l'intérieur de notre fourchette cible.

Même si l'incertitude entourant les perspectives est plus grande que d'habitude, les risques à cet égard nous semblaient s'équilibrer au moment de la rédaction du *Rapport* paru ce mois-ci. Depuis, il y a eu certains signes d'accélération de l'activité économique, mais pas assez importants pour que nous révisions notre évaluation globale de la situation économique.

De telles perspectives signifient donc que l'économie devrait atteindre un niveau proche de la pleine capacité au cours de l'année 1999. Comme nous l'avons signalé dans le *Rapport*, cette évolution nous a donné à penser que, si aucun nouveau choc ne se produit, il serait approprié dans l'ensemble que les conditions monétaires se maintiennent, au cours des six prochains mois, à l'intérieur de la fourchette où elles se sont situées récemment. Je tiens à souligner qu'il s'agit là du jugement que nous portons à l'heure actuelle sur le niveau approprié des conditions monétaires. S'il se produisait des chocs externes d'ordre économique ou financier ou si l'économie affichait plus ou moins de vigueur que ce que nous constatons actuellement, il est évident que nous réviserions cette évaluation.

J'aimerais aussi rappeler que nous entendons par conditions monétaires l'effet conjugué des taux d'intérêt à court terme et du taux de change. Étant donné qu'il pourrait y avoir encore assez d'incertitude cette année, les conditions monétaires

pourraient continuer d'afficher des fluctuations relativement importantes, comme cela a été le cas récemment.

Dans six mois, si l'économie demeure fondamentalement aussi forte qu'on le prévoit maintenant, des conditions monétaires moins expansionnistes pourraient s'imposer à mesure que l'économie se rapprochera des limites de sa capacité et réalisera son plein potentiel.

Je tiens à souligner l'importance qu'il y a à veiller à ce que notre économie atteigne sa pleine capacité d'une façon graduelle et soutenable. Nous avons appris, au cours des 25 dernières années, que prendre des risques susceptibles de provoquer une surchauffe inflationniste signifie aussi courir le risque de plonger l'économie dans une grave récession, qui s'ensuivrait inévitablement. C'est en maintenant l'économie sur la voie d'une croissance non inflationniste et durable que nous réaliserons les meilleurs gains au chapitre des revenus et de l'emploi que notre économie est capable de produire.